

Panorama des Pratiques de Reporting Environnemental, Social et de Gouvernance (ESG) des émetteurs faisant appel public à l'épargne.

-Maroc- (Données 2024)

Les résultats de ce rapport ont été générés avec l'outil d'intelligence artificielle MALENA de l'IFC

Décembre 2025



INSTITUT **المعهد المغربي**
MAROCAIN **للمدراء**
DES ADMINISTRATEURS
ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵎⴰⵔⴻⵎ | ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵎⴰⵔⴻⵎ ⵎⴰⵔⴻⵎ

Sommaire

01

Gouvernance

Analyse de la structure du conseil d'administration, de son indépendance, de la diversité et des pratiques de rémunération.

02

Environnement

Évaluation de l'impact écologique de l'entreprise et des initiatives en faveur de la durabilité environnementale.

03

Social

Examen des pratiques en matière de capital humain, de bien-être des employés et d'engagement communautaire.

Résultats Préliminaires 2024

L'Institut Marocain des Administrateurs (IMA) publie les premiers résultats de son panorama ESG, fruit d'une analyse poussée avec MALENA. Ces données factuelles témoignent des tendances clés en matière de gouvernance et de reporting environnemental au sein des émetteurs.

Gouvernance Renforcée

90% des émetteurs comptent au moins un administrateur indépendant, et 33% en ont plus de trois (contre 27% en 2023).

Diversité Accrue

55% des entreprises ont au moins 30% de femme au sein de leur conseil, une légère progression par rapport à 2023 (52%).

Comités Stratégiques

Le comité RSE connaît une forte progression, mis en place par 11% des émetteurs (contre 5,5% en 2023).

Transparence Environnementale

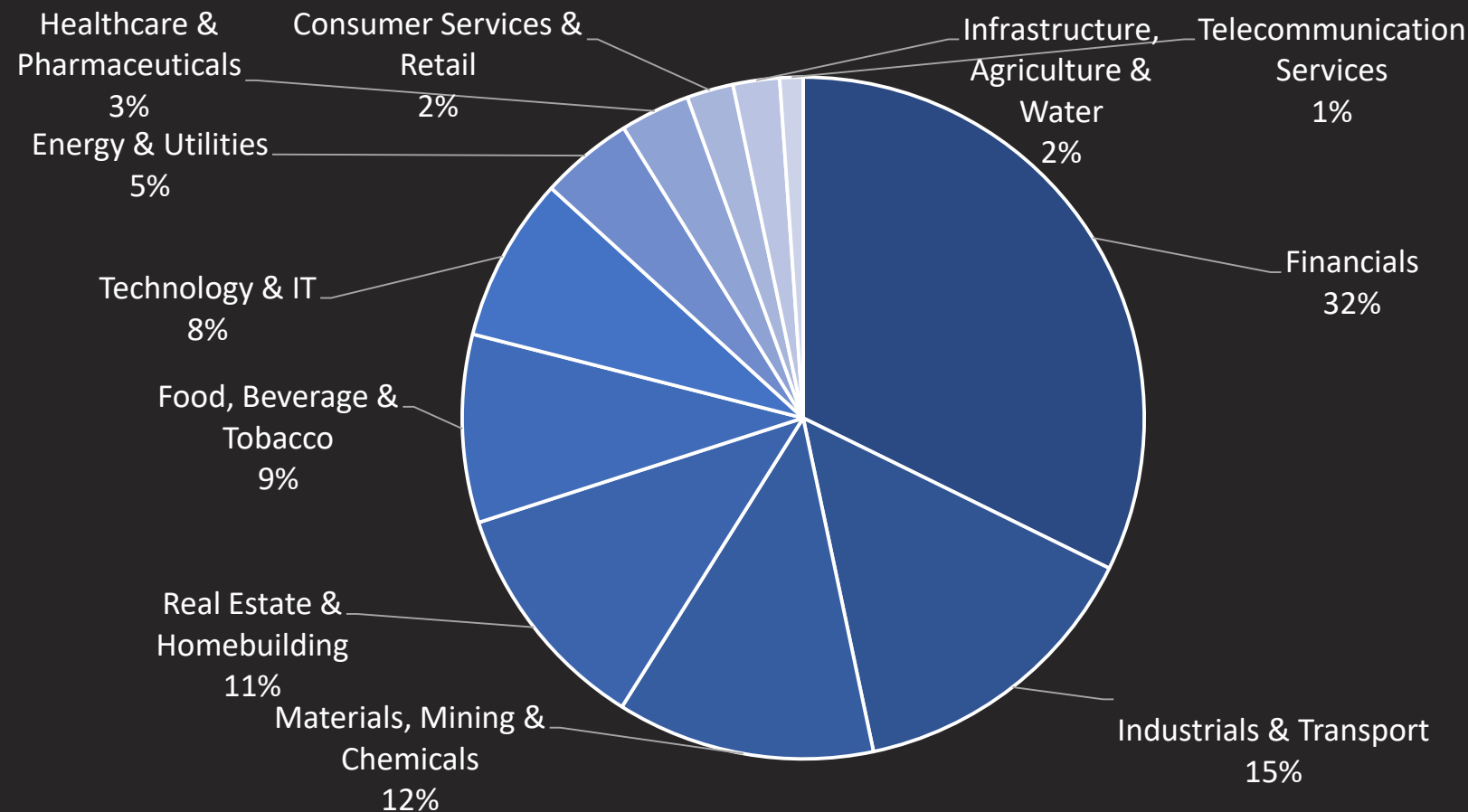
Un tiers des émetteurs (33%) ont communiqué leur bilan carbone. Seuls 8/93 partagent des objectifs bas carbone alignés sur l'Accord de Paris.

CLASSIFICATION SECTORIELLE

L'analyse de la répartition sectorielle des émetteurs met en évidence une **forte prédominance du secteur financier**, qui représente près d'un tiers de l'échantillon. Cette concentration s'explique par le poids structurel des banques, assurances et sociétés de financement sur le marché des capitaux, ainsi que par leur exposition accrue aux exigences réglementaires et de transparence ESG.

Les secteurs **Industriels & Transport** ainsi que **Materials, Mining & Chemicals** constituent également des pôles significatifs, reflétant l'importance des activités industrielles et extractives dans l'économie nationale, secteurs par ailleurs fortement concernés par les enjeux environnementaux.

À l'inverse, les secteurs **Technologies**, **Santé** et **Télécommunications** demeurent faiblement représentés, traduisant un potentiel de diversification sectorielle encore limité du marché.

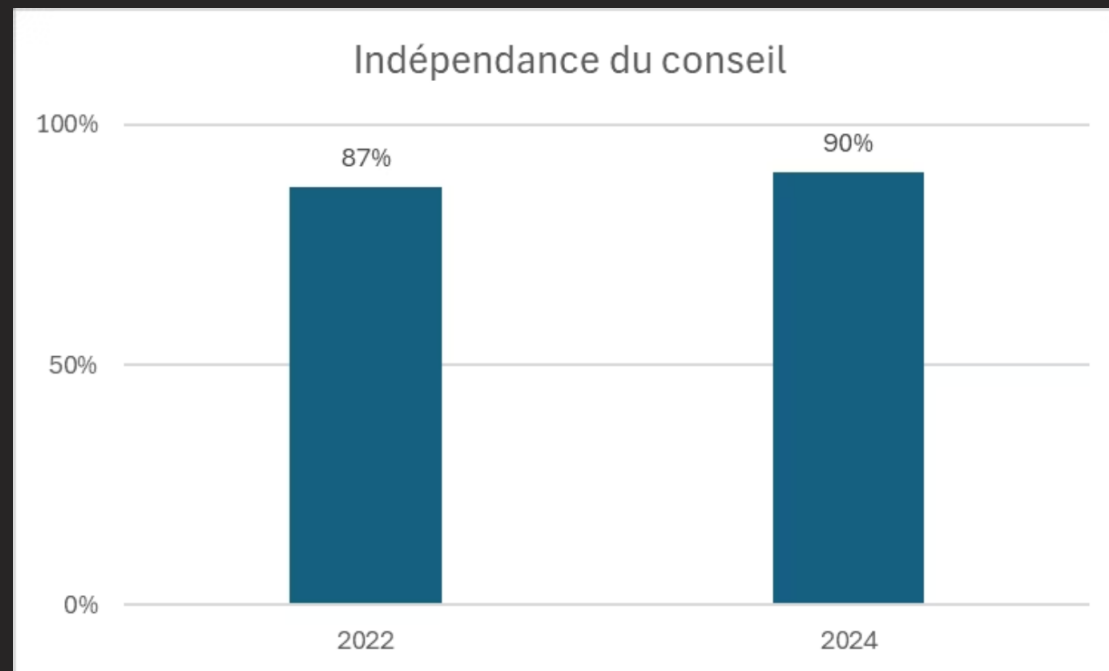


Partie 1: Gouvernance



1. Composition du conseil: A-Indépendance du conseil

90% des émetteurs ont au moins un administrateur indépendant dans leur conseil d'administration (ou de surveillance), une proportion stable par rapport à 2023.

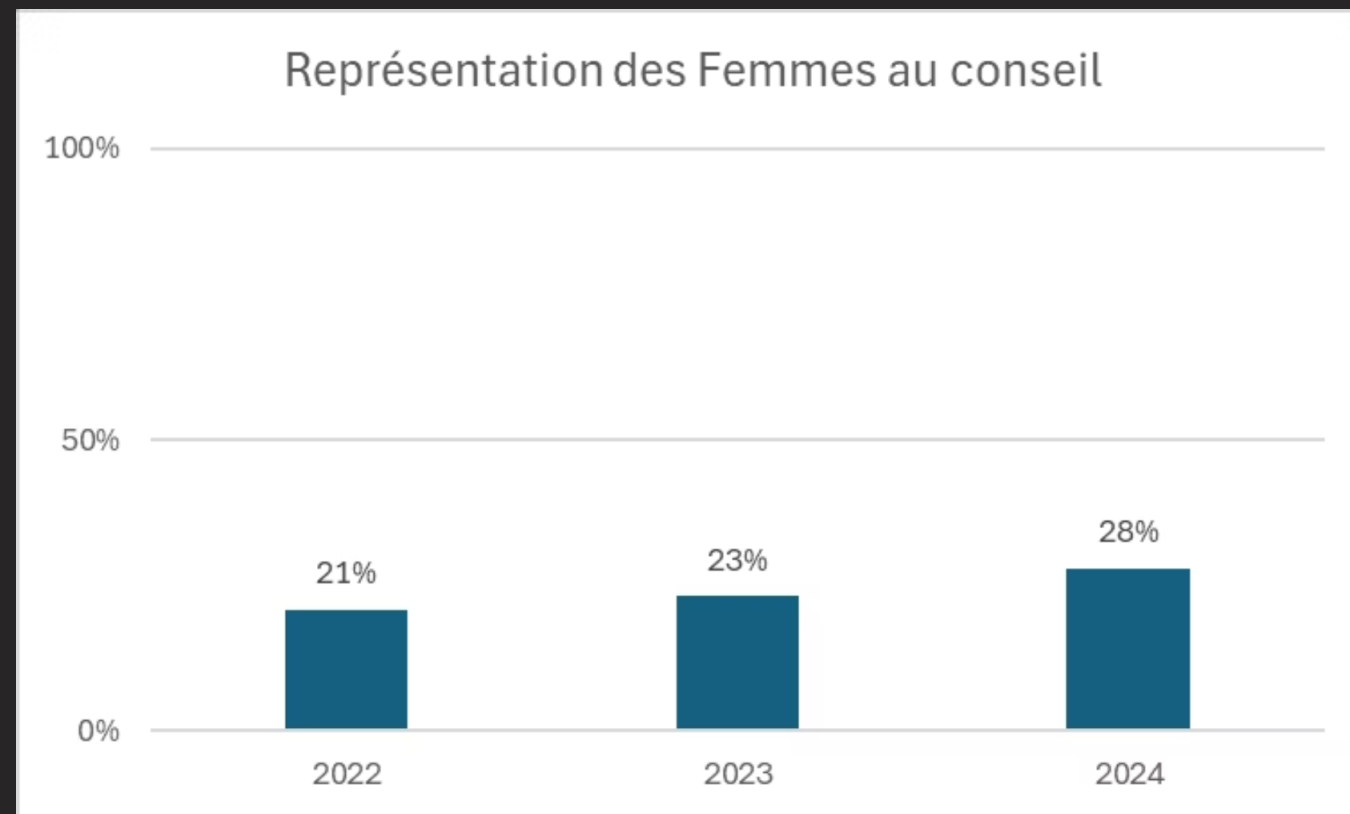


ⓘ Plus d'un tiers des émetteurs (33%) ont plus de trois administrateurs indépendants contre 27% en 2023 .

1. Composition du conseil:

B. Diversité des instances

55% des émetteurs ont au moins 30% de femmes administrateurs contre 52% en 2023 .



Seuls 17 % des émetteurs mentionnent l'âge de chaque membre dans leur rapport.

2. Fonctionnement et Rémunération des administrateurs (montant globale)

56 % des entités appliquent une séparation des fonctions de direction et de gouvernance.

La moyenne des jetons de présence versée aux administrateurs s'élève à 200 000 MAD contre 181 000 MAD en 2023 et la médiane s'élève à 136 000 MAD contre 106 000 MAD en 2023

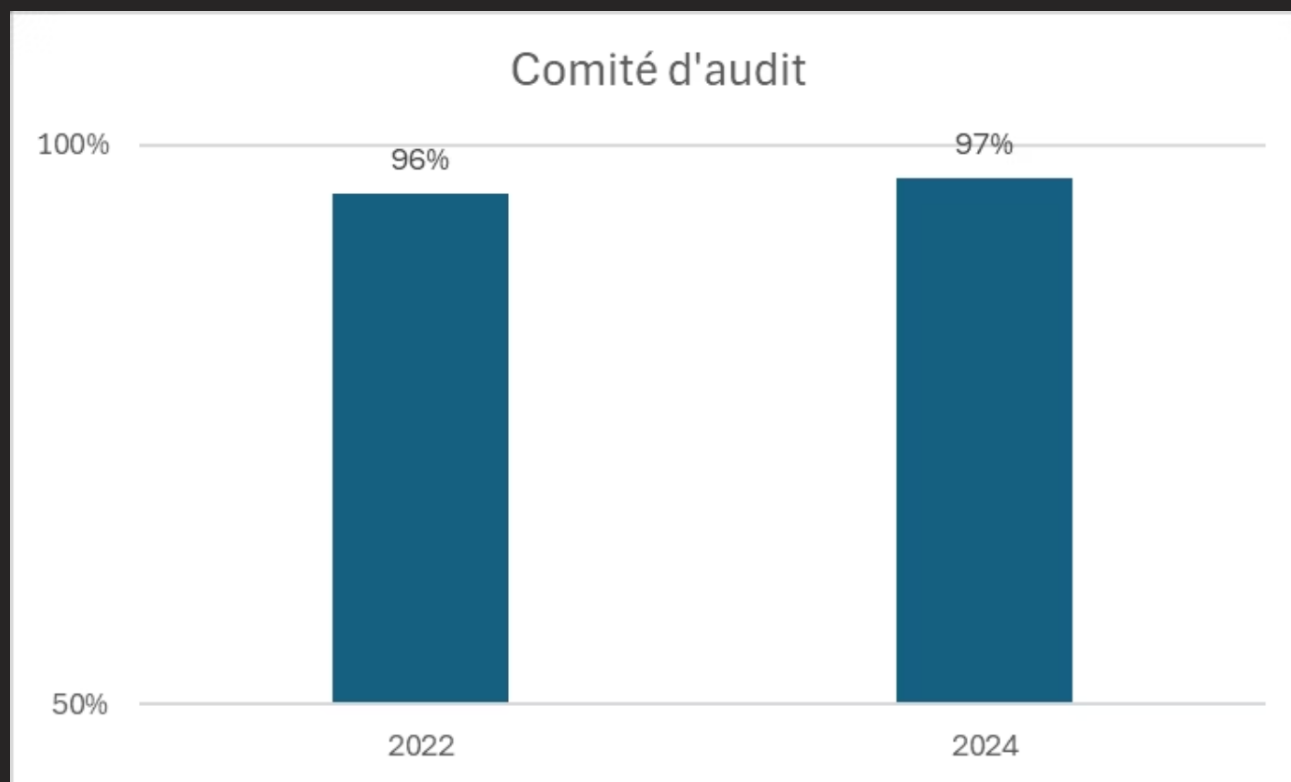
2022	2023	2024
158 k DH bruts	181 KDH en moyenne et 106K en médiane	200 KDH en moyenne et 136 KDH

3. Comités spécialisés

3. Comités spécialisés

a. Comité d'audit

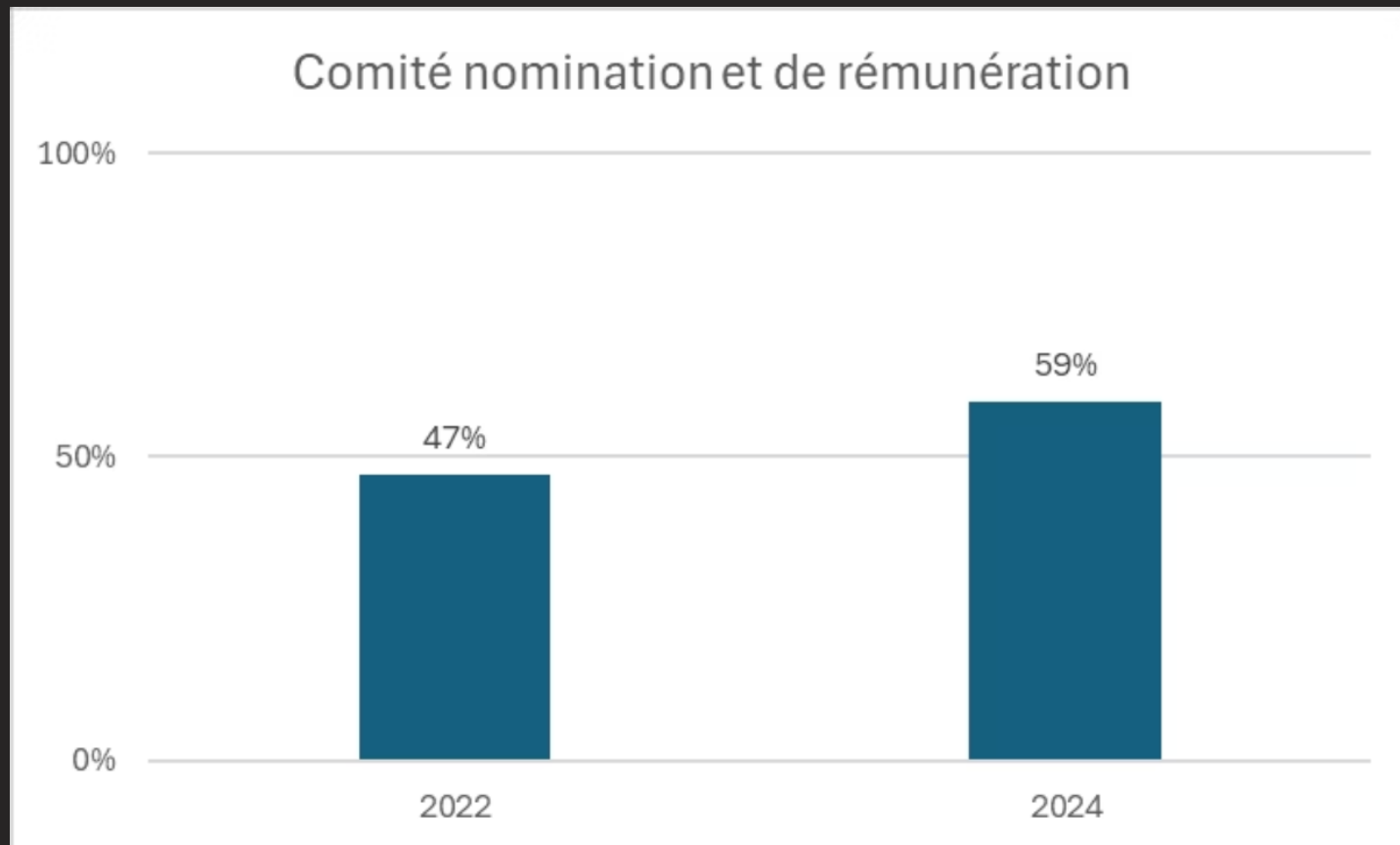
i Le comité d'audit est mis en place par 97% des émetteurs.



3.Comités spécialisés

b. Comité de nomination et de rémunération

Le comité de nomination et de rémunération est mis en place par 59% des émetteurs contre 47% en 2022

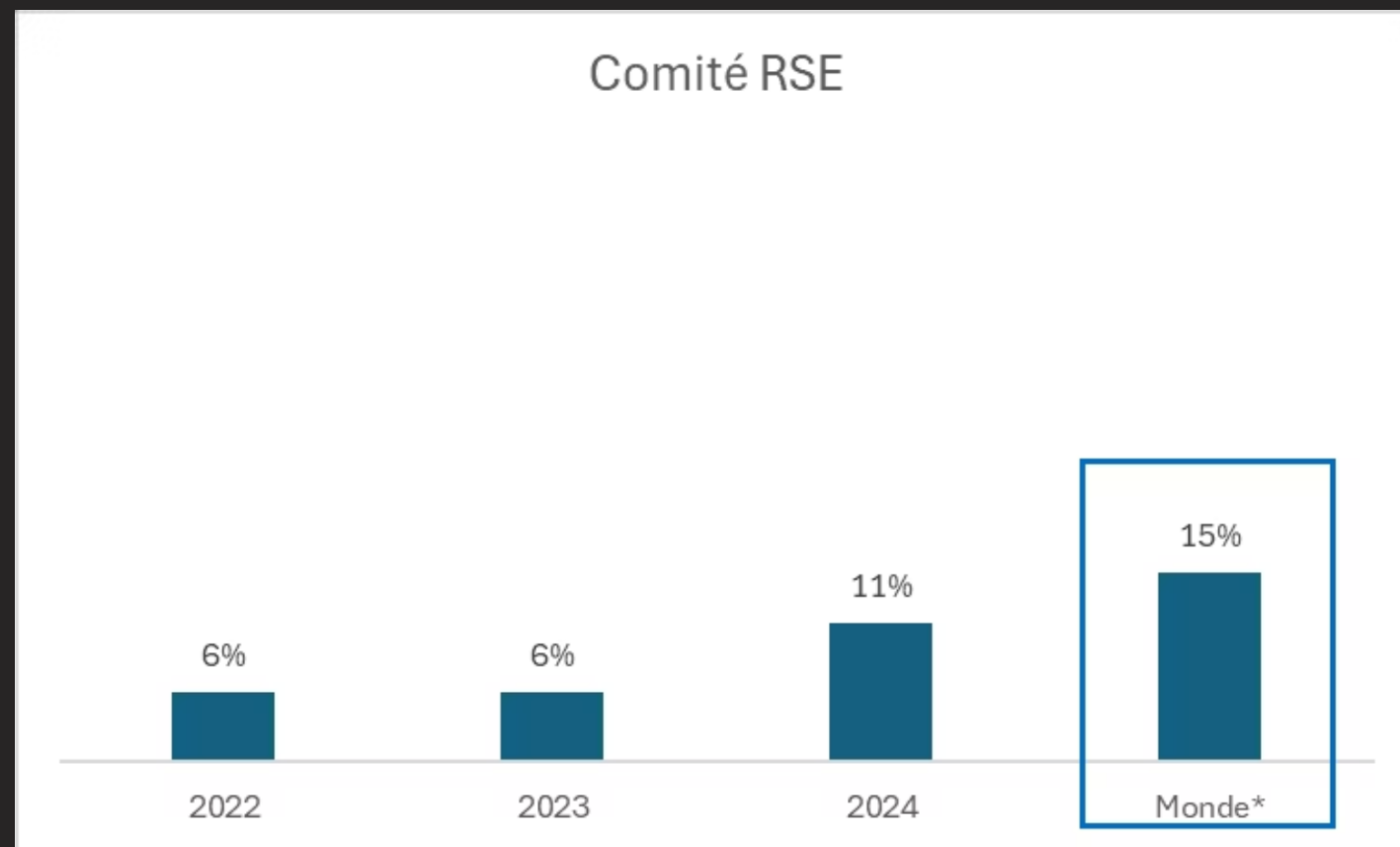


3. Comités spécialisés

c. Comité RSE

La structuration de la gouvernance RSE progresse, avec un doublement de la part des émetteurs disposant d'un comité RSE (11 % contre 5,5 % en 2023), bien que ce niveau demeure inférieur à la moyenne mondiale* (15 %).

(*chiffres: Global Corporate Sustainability Report 2025)



(*chiffres: Global Corporate Sustainability Report 2025)

a. Quelques indicateurs:

- ◆ 40 % – des émetteurs communiquent la consommation d'eau liée à l'activité de l'entreprise
- ① ✂ 55 % – des émetteurs communiquent la consommation d'énergie liée à l'activité de l'entreprise
- 🌱 25 % – des émetteurs communiquent sur les mesures pour préserver et restaurer la biodiversité sur les sites d'exploitation

b. Référentiel de reporting:

L'adoption de référentiels de durabilité tels que GRI, SASB, TCFD ou les ODD est essentielle pour mesurer et communiquer l'impact environnemental et social de l'entreprise.

—> Près de 60% des sociétés utilisent au moins un référentiel international de reporting.

① Le référentiel ODD avec 47% et GRI avec 24%.

TCFD est cité pour 13% du panel, tandis que SBTi par 3% du panel.

c. Mesure GES (Bilan Carbone):

Un tiers des émetteurs ont communiqué les résultats de leur bilan carbone en 2024 (contre 27% en 2023) et seulement huit émetteurs sur 93 ont communiqué des objectifs alignés sur une stratégie bas carbone à horizon 2030 et/ou 2050 (Accord de Paris).

La réalisation d'un bilan carbone et la mesure des émissions de gaz à effet de serre (GES) sont des étapes fondamentales pour comprendre et réduire l'empreinte environnementale.

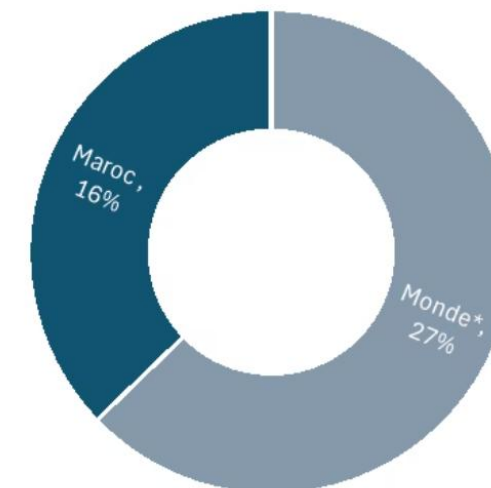
-> Près de 30% déclarent tenir un bilan carbone.

① → **Maroc** : 16 % des émetteurs faisant appel public à l'épargne publient leurs émissions Scope 1, 2 et 3, ce qui correspond à 11 sociétés cotées.

-> **Monde** : Selon le Global Corporate Sustainability Report 2025, environ 27 % des entreprises publient l'ensemble de leurs émissions Scope 1, 2 et 3.

Communication sur les émissions de GES de scope 3 Maroc vs Monde*

Communication sur les émissions de GES de scope 3 des Maroc Vs monde



*chiffres: Global Corporate Sustainability Report 2025

d. Neutralité Carbone:

L'établissement d'un objectif de neutralité carbone démontre un engagement fort envers la lutte contre le changement climatique et la transition vers une économie bas-carbone.

—> 8 sociétés du panel déclarent avoir un objectif de neutralité carbone.



Partie 3: Social



 **48 %** des émetteurs communiquent des informations sur la politique de formation

 **26 %** des émetteurs communiquent des actions en faveur de l'emploi ou de l'insertion des personnes en situation de handicap

 **77 %** des émetteurs communiquent des mesures visant à garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Liste des émetteurs au 31.12.2024

AFMA, AFRIC INDUSTRIES, AFRIQUIA GAZ, AGMA, AKDITAL, ALLIANCE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER (ADI), ALLIANCES DARNA, ALUMINIUM DU MAROC, AGENCE NATIONALE DES PORTS , ARADEI CAPITAL, ATLANTASANAD, ATTIJARIWafa BANK, AUTO HALL, AUTO NEJMA, AUTOROUTES DU MAROC, BALIMA, BANK OF AFRICA, BMCI Bank, BANQUE CENTRALE POPULAIRE, CARTIER SAADA, CDG CAPITAL, CREDIT DU MAROC (CDM), CFG BANK, CIH BANK, CIMENTS DU MAROC, CMGP GROUP, COLORADO, COMPAGNIE MINIERE TOUISSIT , COSUMAR, CREDIT AGRICOLE DU MAROC, CTM, DARI COUSPATE, DELTA HOLDING, DISTY TECHNOLOGIES, DISWAY, ENNAKL AUTOMOBILES, FONDS D' EQUIPEMENT COMMUNAL, FENIE BROSSETTE, GROUPE ADDOHA DOUJA PROMOTION, HOLDING AL OMRANE, HPS SA, IMMORENTE, INVOLYS, JAIDA, JET CONTRACTORS, LABEL VIE, LAFARGEHOLCIM MAROC, LES EAUX MINERALES D'OULMES (OULMES), LESIEUR CRISTAL, M2M GROUP, MAGHREB OXYGENE, MAGHREB STEEL, MAGHREBBAIL, MANAGEM, MAROC LEASING, MAROC TELECOM, MED PAPER, MICRODATA, MUTANDIS, OCP, ONCF, RCI FINANCE MAROC, REBAB COMPANY, ESPACES SAADA (RDS), RISMA, S2M, SALAFIN, SANLAM MAROC, SGMB, SOGELEASE, SBM, SMI, PROMOPHARM, EQDOM, SNEP, MARSAMAROC, SOFAC, SONASID, SOTHEMA, SRM, STOKVIS NORD AFRIQUE, STROC INDUSTRIE, TANGER MED PORT AUTHORITY, TAQA MOROCCO, TGCC, TOTALENERGIESMARKETINGMAROC, UNIMER, WAFASSURANCE, WAFABAIL, WAFASALAF, ZELLIDJA

A propos de l'IMA

L'IMA est une initiative de place créée en juin 2009 sous forme d'une association à but non lucratif avec pour mission principale de fournir l'information, la formation et l'expertise nécessaire aux administrateurs en vue de promouvoir les bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise et de professionnaliser la fonction d'administrateur.

